

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS : 2^{ème} concours

DATE : 8 juin 2016

MAGISTRATURE -

ou d'y mettre un signe quelconque

donc formée pour l'ensemble

la paternité peut
être

qui est



PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : **00086**

NOTE

17/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

2

COMPOSITION DE

Cas pratique de droit civil et
procédure civile.

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)

Il est interdit aux candidats de signer

rien voir celui-ci à son

En l'espèce, M.
le fondement de l'
familial (s'il

1/ Les actions de Monsieur Jean Petit
pour voir reconnaître sa paternité sur
Paul.

Monsieur Jean Petit souhaite connaître
les possibilités mises à sa disposition pour
établir sa paternité à l'égard de Paul
dont il a appris la naissance en 2006.

En effet, Monsieur J. Petit aurait eu des
relations amoureuses avec Madame Dupont

à la même qu'elle était mariée à Monsieur Dupont depuis 2001.

La filiation de Paul a été établie à l'égard de ses parents mariés. La filiation maternelle
est établie par la désignation de la mère dans l'acte de naissance (art 311-25 c.civ.).

En vertu de l'adage *pater is est*, l'enfant conçu ou né pendant le mariage a pour
père le mari (art 311-26 c.civ.). La filiation paternelle à l'égard du mari n'est
qu'une présomption qui peut être écartée dans les conditions de l'article 311-27 c.civ.

En l'espèce, il n'y a aucune indication précise sur la filiation de Paul ni ce
n'est que Monsieur et Madame Dupont sont les parents "légitimes" de l'enfant.

Par ailleurs, il n'y a pas mention d'une éventuelle reconnaissance faite par le mari
ni d'une attestation d'un acte de notoriété constatant la possession d'état (art 317 c.civ.) continue,
privilégiée, publique et non équivoque (art 311-2 c.civ.) à son égard avec l'enfant.

Dans ce contexte, Monsieur Jean Petit souhaite néanmoins établir sa
filiation avec Paul né en 2006. Deux types d'actions pour établir la filiation
sont possibles. Les premières visent à établir la filiation tandis que les secondes ont pour
but de la contester. L'action en recherche de paternité vise à établir le lien de
filiation et n'est ouverte qu'à l'enfant (art 327 al 2 c.civ.). Pendant sa minorité
elle peut néanmoins être exercée par le parent à l'égard duquel la filiation est
établie (art 328 al 1 c.civ.). En l'espèce, les parents légitimes de Paul

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

s'opposent à une quelconque demande. Cette voie est donc fermée pour Monsieur Jean Petit,

Le dernier va pouvoir intenter une action en contestation de la filiation. La paternité peut être contestée en rapportant la preuve que le mari n'est pas le père (art 332 c.civ.). Cette preuve peut être établie par tous moyens ^(art 310-3 et 2 c.civ.) y compris par expertise biologique qui est de droit en matière de filiation sauf s'il existe un motif légitime de ne pas y procéder (Civ 1^{re} 18 mars 2000). En l'espèce, Monsieur Jean Petit va pouvoir contester la filiation de Paul à l'égard de Madame Dupont dans le but de faire reconnaître la sienne. Il pourra demander au tribunal d'ordonner une expertise biologique et apporter des éléments de preuve permettant par exemple d'établir qu'au moment de la conception de Paul (entre le trois centième et le cent quatre-vingtième jour de précédant la naissance), il entretenait une relation amoureuse avec Madame Dupont (attestation de proches tendant à établir l'existence de cette relation ainsi que ces propos quant à la filiation à l'égard de Monsieur J. Petit).

2/ Fondement de l'action et juridiction compétente.

S'il se décide à engager une action en justice, Monsieur Jean Petit va contester la filiation de Paul à l'égard de Madame Dupont sur le fondement de l'article 332 du code civil.

La compétence matérielle désigne le tribunal compétent pour connaître de ces affaires. Selon l'article 318-1 du code civil, le Tribunal de grande instance est seul compétent pour connaître des actions relatives à la filiation. L'article 42 du code de procédure civile désigne la juridiction territorialement compétente comme celle du lieu où demeure le défendeur. C'est-à-dire, le

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

lieu où celui-ci a son domicile (art 13 c. civ.).

En l'espèce, Monsieur Jean Petit pourra assigner Monsieur Dupont sur le fondement de l'article 332 du code civil devant le TGI du ressort du domicile familial (s'il y vit effectivement) afin de contester sa filiation à l'égard de Paul.

3/ Les chances de réussite de l'action en contestation de paternité.

Monsieur Jean Petit fait assigner les parents légitimes de Paul lesquels soulevaient la prescription de l'action et la violation de l'article 8 de la CEDH relatif au respect de la vie privée et familiale.

En matière de filiation, les actions se prescrivent par dix ans à compter du jour où la personne a été privée de l'état qu'elle réclame (art 321 c. civ.).

En l'espèce, Monsieur J. Petit pourrait intenter une action jusqu'au 1^{er} février 2016. Pour autant, la paternité ne peut pas être contestée dans un délai de plus de cinq ans lorsque la possession d'état est conforme au titre depuis la naissance ou la reconnaissance si elle a été faite ultérieurement. Monsieur Dupont pourrait invoquer la possession d'état à l'égard de Paul attestant d'une réunion suffisante de faits au sens de l'article 311-1 du code civil (art 317 c. civ.). Dès lors qu'elle serait paisible, continue, publique et non-équivoque (art 311-2 c. civ.), elle serait établie. Chacun de ces qualificatifs serait analysé par le juge, successivement.

Dans ces circonstances, l'action en contestation de paternité, afin de garantir une stabilité, ne pourrait plus être intentée après le 1^{er} février 2011. Mais l'article 333 du code civil, issu de la loi du 4 juillet 2005 est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006. La jurisprudence a précisé que c'est à partir de cette date que court le délai de cinq ans. Ainsi, en vertu des règles transitoires (Loi n° 27 du 2013).

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

et d'application dans le temps, M. J. Petit peut intenter l'action en contestation jusqu'au 1^{er} juillet 2011 date à partir de laquelle l'action serait prescrite.

Monsieur J. Petit a assigné les parents légitimes de Paul le 1^{er} juin 2011, ils ne peuvent pas s'opposer à sa demande en invoquant la prescription de l'action.

En ce qui concerne la violation de l'article 8 de la CEDH, Monsieur J. Petit va se heurter à l'appréciation des juges du fond. En effet, la Cour européenne protège concrètement le droit au respect de la vie familiale. Les Etats disposent d'une marge d'appréciation pour savoir si le père biologique de l'enfant peut contester la présomption de paternité (CEDH, 21 déc 2010, Chavdaev c/ Roumanie). Cependant, les juges strasbourgeois, sur le fondement de l'article 8 CEDH ont proclamé le droit pour l'enfant de connaître ses origines (CEDH, 13 fév 2003, Odievre c/ France). Par ailleurs, il faut nécessairement tenir compte de l'intérêt de l'enfant qui s'apprécie concrètement sur la base de l'article 3 de la convention internationale des droits de l'enfant. En janvier 2016, la Cour européenne a par exemple refusé qu'un père biologique prétende établir un lien de filiation à l'égard d'un enfant alors qu'il persistait à s'en désintéresser.

En l'espèce, les juges vont s'interroger sur l'intérêt de Paul d'instaurer un lien de filiation à l'égard de M. Petit alors même qu'il est souligné que ce dernier "a apparemment développé un sentiment parental paternel" simplement par l'établissement de relations entre ses parents et Paul. Par ailleurs,

l'âge de M. Petit (22 ans) et les conséquences éventuelles de l'action sur la stabilité du ^{noyau} ~~noyau~~ ^{mineur au moment de la conception de Paul} familial et parental, des relations entre les frères Pierre et Paul, seront prises en compte.

Sur la base de l'article 8 CEDH, les parents de Paul pourraient éventuellement être entendus par le tribunal. Mais même dans cette perspective, M. Petit ne pouvait pas renoncer à l'action relative à la filiation (art 323 civ).

4) Les demandes éventuelles de Monsieur Petit à l'égard de Paul.

Une expertise biologique confirme la paternité, la filiation de Monsieur Petit et de Paul. Aussi, il souhaite connaître les conséquences éventuelles qui peuvent en être tirées alors que les époux Dupont s'opposent à l'exercice conjoint de l'autorité parentale, à un droit de visite et d'hébergement et à un changement de nom.

Lorsqu'il accueille l'action en contestation de paternité, le tribunal peut, dans l'intérêt de l'enfant, fixer les modalités des relations avec la personne qui l'élevait (art 337 civ). En l'espèce, au vu des conclusions de l'expert, la paternité de Monsieur Petit va être établie. Une rectification de l'acte d'état civil pourra être ordonnée par le tribunal (art 99 civ). Mais elle n'entraîne pas nécessairement le changement de nom de Paul notamment pour garantir une stabilité entre les deux enfants qui demeurent frère dans une réalité vécue depuis cinq années.

Le tribunal va statuer sur les modalités des relations que pourra entretenir M. Dupont avec Paul afin de garantir l'intérêt supérieur de ce dernier.

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

qui n'a connu jusqu'à lui, qu'un seul père. Au regard des faits de l'espèce, rien et ne présage que M. Dupont va demander le divorce. Il entretiendra encore, nécessairement, des liens avec Paul.

Concernant l'autorité parentale, elle appartient aux père et mère qui l'exercent en commun (art 372 civ). Paul ne pourra pas être séparé de son frère (art 371-5)

En l'espèce, il semble que M. Petit dispose de l'autorité parentale et que le juge pourra statuer, conformément à l'intérêt de Paul, sur l'opportunité d'un droit de visite et d'hébergement qui ne peut être refusé que pour des motifs graves (art 373-2-1 civ).
